Extrait du Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org

Rencontre de Fontaine

Faire Vivre et Renforcer le PCF dans l'Ain

- FaireVivreEtRenforcer le PCF ! -

Date de mise en ligne : lundi 6 juillet 2009

Communistes de Vénissieux

Bourg-en-Bresse, le 28 juin 2009

Refusant la liquidation progressive de leur parti et des idéaux communistes, une dizaine de camarades de l'Ain ont décidé de constituer, en accord avec les statuts du PCF, une coordination départementale du réseau national Faire vivre et renforcer le PCF.

Au lendemain des élections européennes qui viennent de se dérouler, nous sommes en effet inquiets. Le taux d'abstention qui est le principal enseignement de ce scrutin, a atteint un niveau catastrophique : c'est un refus de participer à un jeu électoral dont le peuple est la victime, puisque le gouvernement n'a pas tenu compte de son vote contre le TCE en 2005 et de l'impopularité croissante des institutions de l'UE, y compris son parlement. Malheureusement, cette Europe mise en place par et pour le grand capital afin de casser la souveraineté des peuples et d'accroître indéfiniment ses profits, a un bel avenir si les peuples, en particulier la classe ouvrière de tous les pays du monde, ne s'en mêlent pas.

Or, le peuple Français qui a une longue histoire révolutionnaire et démocratique est en train de perdre complètement son identité et ses valeurs. Dans ce contexte, et à contre-sens de ce qui a forgé notre conscience populaire et nationale, celui qui a le plus besoin de changement ne croit plus à rien, croule sous le chômage, la mal-vie, la misère, la désespérance et ne vote plus. Au final, il ne mesure pas ou plus les dangers politiques de cette gestion et domination internationales du grand capital.

Nous pensons d'ailleurs, en tant que communistes, que nous portons une part de responsabilité dans cette perte de repères. Aux dernières européennes, celle-ci s'est traduite par un véritable enchevêtrement et imbroglio politique, où les voix de Le Pen sont allées sur Sarkozy tandis que celles du PS et du modem sont venues renforcer Cohn-Bendit. La désunion du « non » a fortement pesé dans cette situation et le front de gauche, avec une faible prime unitaire, n'a finalement pas réussi à tirer son épingle du jeu.

Beaucoup de nos concitoyens ne comprennent pas comment on en est arrivé à cette mondialisation capitaliste et pensent qu'il n'y a aucun moyen de s'en sortir. Ils constatent que les décisions qui guident la vie de chacun se prennent de trop loin, on ne sait comment, mais surtout sans eux. Devant ce déficit démocratique, deux options s'offrent alors, pensent-ils : Au pire, baisser les bras ou, au mieux, lutter au coup par coup. Sans perspective d'ensemble. D'ailleurs, le succès relatif des écologistes aux dernières européennes vient peut-être également du fait qu'ils soient les seuls visibles à proposer un projet « mondial », aucune autre perspective globale pour une vie meilleure sur la planète n'étant véritablement comprise.

Le vote pour des candidats communistes aurait pourtant dû prolonger la victoire du "NON AU TRAITE CONSTITUTION EUROPEENNE" en 2005, dont le traité de Lisbonne est la copie conforme que l'antisocial et ami du grand patronat et des nantis, le Président de la République Française, est sur le point d'imposer au Peuple français. Il aurait ainsi pu, par là même, être cet espoir qui manque au peuple...

Qu'a-t-il manqué alors ? Dès le lendemain des élections présidentielles de 2007, avec les résultats que l'on connaît, le parti aurait dû mener une campagne offensive sur les enjeux de l'Europe, se tourner vers les travailleurs avec des campagnes de masse comme il a su les mener dans le passé, profiter de la présidence européenne de Sarko pour démolir sa politique et ses ambitions européennes et créer les conditions d'un mouvement de masse avec toute notre identité autour de cet enjeu pour la réussite d'une gauche unie pour une Europe sociale, populaire et anti capitaliste.

Copyright © Communistes de Vénissieux

Mais ici comment un peuple peut-il croire à l'efficacité de son vote pour une institution qui, depuis Maastricht, renverse toutes les expressions démocratiques, justifie la casse des emplois, les délocalisations, le déséquilibre des rapports nord-sud, le renflouement des banques sur le dos de la misère des peuples, et où toute souveraineté populaire butte sur le carcan des différents traités européens avec la bénédiction d'un grand nombre de sociaux-démocrates, quel que soit le nom de leur parti ? De plus, jamais notre pays, l'Europe, le monde n'ont connu une telle crise, qui n'en est de surcroît qu'à ses débuts. Et jamais notre parti n'a eu des conditions, aussi favorables, si ce n'est en 1944-1945 avec la Résistance, pour mener des batailles politiques de grande ampleur sur toutes les questions qui touchent directement la vie des gens.

Mais... Il faut dire la vérité aux Français : il faut tourner le dos à cette Europe, dans laquelle aucune politique réellement progressiste ne peut être mise en oeuvre, car se heurtant aux impératifs de la banque centrale européenne, aux logiques de la Commission qui s'oppose à toute nationalisation, et aux directives qui organisent la casse des services publics.

Non, en face de ces mensonges qui laissent croire qu'à une échelle supranationale, un « capitalisme vert » serait la réponse aux crises sociales et environnementales, ou, comme la social-démocratie, qu'une gestion « humaine » du capitalisme serait possible, il faut des ruptures politiques nationales avec l'Europe. A cette fin, il faut immédiatement travailler à la mise en place d'un rapport de force considérable en France et dans tous les pays, qui peut jouer un rôle déterminant pour enfin avoir une gestion démocratique et donner des pouvoirs aux travailleurs dans les entreprises. Les ruptures se feront contre les institutions européennes en construisant d'autres coopérations internationales mutuellement avantageuses pour qu'aucun peuple n'y perde.

C'est ainsi cette première appréciation qui nous conduit à mettre en place une coordination départementale du réseau national Faire vivre et renforcer le PCF dans l'Ain, car nous sommes inquiets de la tournure que prennent les évènements sur l'avenir du PCF. Nous le savons : au niveau national et dans le pays des camarades, notamment à l'exécutif national, ont signé des appels pour changer le nom du PCF ou le métamorphoser.

Or, au contraire, notre histoire nous montre que nous avons besoin d'un Parti Communiste fier de l'être. Nous avons besoin de développer ses propositions à mettre en débat en montrant que l'ennemi c'est plus que jamais le capital. C'est aujourd'hui, avec ce qu'il fait payer aux peuples, qu'il faut le battre et lui imposer des lois qui permettent aux salariés de diriger et de participer à l'avancée de la société pour le bien de tous.

Notre ambition, au fond, en constituant cette coordination départementale, est d'apporter notre contribution à la réussite du très large rassemblement à gauche dont notre peuple a besoin pour transformer la société.

- BEREZIAT MARTINE
- BOUILLOUX JEAN PIERRE
- BURGAT JACQUELINE
- DOS SANTOS MARCELLE
- GUILLERMOZ YANN
- JACQUIN GUY
- MIRABEL ROBERT
- PIOLA NICOLE
- ROUSTIT FERNAND

Copyright © Communistes de Vénissieux